

DISPARITION DE L'IDENTITÉ OUVRIÈRE

+

CRISE

=

RECOMPOSITIONS NATIONALES OU IDENTITAIRES ?

DE LA GRÈVE A LA GUERRE (1980 - 1992)

*La situation en Yougoslavie
face aux restructurations économiques des années 80.*

L'intitulé de la question : « avec la disparition de l'identité ouvrière la crise ouvre-t-elle effectivement la voie à des recompositions nationales ou identitaires », oriente le champ des réponses. Il me semblerait plus juste d'interroger, directement, dans la crise actuelle, la signification de la recomposition des idéologies nationale et identitaire. Qu'on y rencontre la perte de l'identité ouvrière ou du sentiment d'identité de classepage 21, n'explique pas en soi pourquoi la crise a produit aujourd'hui ces segmentations-là, en se fixant implicitement de les expliquer par le changement de période. Cette position reste à démontrer, non pas que je la conteste mais parce que je la trouve courte.

Le nazisme, dans une autre période, à travers un discours ouvrieriste anticapitaliste a produit une politique résolument raciste. Qu'au contraire, l'essoufflement d'un discours ouvrier hors d'usage produise par un effet similaire des exacerbations identitaires, interroge. Il me paraît, comme je l'ai dit, trop court de se contenter d'expliquer cette apparente inversion par le changement de période. Et même de vouloir tout expliquer par des raisons uniquement liées aux caractéristiques de ce cycle réduisant tout le contenu des luttes de classe actuelles à des configurations modernes.

L'origine de l'idéologie fasciste se trouve dans la prise de position de la social-démocratie allemande pour la défense des intérêts nationaux allemands en août 1914. En se privant de ses positions internationalistes, la direction de la social-démocratie allemande s'est du même coup privée de sa capacité à encadrer la lutte des fractions ouvrières les plus déterminées. Ce rôle a été repris par la social-démocratie radicale qui s'était fait laminer au cours de la révolution allemande et des fractions bolcheviks qui ont servi d'instrument à l'écrasement de la révolution russe. C'est le repli nationaliste des dirigeants de la social-démocratie sur leurs intérêts de classe, emportant avec eux des cadres expérimentés dans la gestion des luttes ouvrières, qui est une des caractéristiques de l'origine du Fascisme en Italie. C'est-à-dire de la nécessité d'accompagner une pression violente sur le coût et la disponibilité de la main-d'œuvre par une segmentation du prolétariat paralysant ses capacités de lutte dans l'affrontement entre ses composantes.

Les dirigeants de la social-démocratie allemande ont usé jusque-là de leurs positions interclassiste pour promouvoir leur accession politique. Lorsqu'ils

se sont retrouvés contraints de choisir entre une position internationaliste qui avait contribué à imposer jusque-là leur statut et les intérêts politiques de la fraction bourgeoise dont ils étaient l'émanation, le contenu du programmatisme s'est trouvé définitivement réglé en tant « qu'expression des luttes du prolétariat ». Qu'il ait fallu attendre encore 50 ans pour liquider le contenu de la fonction de la social-démocratie à travers les expériences des luttes prolétariennes du siècle dernier et les restructurations successives du capital jusqu'à l'articulation des années 60/70, ne signifie pas que nous rencontrons aujourd'hui quelque chose de nouveau. Ce qui est actuel c'est la fin de cette fonction qui tire son origine de ce qu'était la seconde Internationale depuis sa création comme le démontre son rôle en 1914, puis dans l'écrasement de la révolution allemande. Le capital dans le cours de ses restructurations s'est, depuis la fin des années 60, vidé de tout autre projet que sa survie. Il ne dispose plus d'aucune marge d'illusion, c'est-à-dire de possibilité d'opposition interne capable de porter un projet alternatif. Est-ce la fonction des idéologies identitaires ?

C'est à nouveau et dans une période nouvelle que l'effacement de la gauche du capital comme projet de transformation, libère la voie à d'autres fractions cherchant leur accession politique dans les places et fonctions nécessaires au capital, lequel réduit son projet, contrairement à la période précédente, à celui de sa survie. Sa survie c'est la concurrence et cette guerre doit se mener avec des troupes formées à cette tâche. Il va bien falloir faire quelque chose de cette main-d'œuvre déclassée et surnuméraire. La crise et les conditions objective de son approfondissement ont-elle pour conséquence d'organiser des forces pouvant imposer la paix sociale face à l'inadéquation de la social-démocratie pour mener cette tâche dans cette période. Ce dispositif, comme expression de la période, peut être complété par des poussées ponctuelles de la gauche radicale parlementaire, susceptible d'aménager des lacs de retenu dans le cours potentiellement torrentueux des colères attendues. Ce qui suppose conjointement d'aménager des voies de reconnaissance à cette opposition et à ses bases sociales sous peine de la rendre inopérante. Et c'est davantage dans ce cadre que je vois le surgissement des discours nationalistes et des valorisations identitaires : organiser des drames sociaux favorisant des affrontements de frustration.

La forme nation est une nécessité historique dans l'affirmation de la

bourgeoisie. Elle est historiquement liée à la nécessité de la bourgeoisie de priver la noblesse de son fondement divin et d'asseoir une légitimité nouvelle et maîtrisable sur terre. Elle constitue la nécessaire base sociale de toute bourgeoisie nationale.

La notion de peuple, c'est-à-dire de nation, implique des ensembles sociaux qui auraient des intérêts communs transcendant les oppositions de classes face à d'autres ensembles, d'autres nations entraînées dans la nécessité des concurrences nationales intrinsèques au capital. On retrouve là le fait qu'il n'existe aucune contradiction entre la globalisation du règne capitaliste et les segmentations nationales dont il se nourrit depuis ses origines. La réorganisation des identités nationales est une constante qui doit s'appuyer sur des fondements existants, ou les dissoudre, en fonction des intérêts. Le capital dispose à cet usage de la capacité de faire intervenir les ensembles linguistiques, les formes culturelles s'appuyant sur l'héritage des religions, les effets des regroupements historiques issus de découpages politiques précédents etc... Bref, à réécrire l'histoire en permanence pour la rendre conforme à ses projets politiques. Les nouvelles identités qu'il appelle se heurtent en permanence aux identités issues des cycles historiques précédents, et même jusqu'aux traces vivaces des formes culturelles disparues. Leur impossible homogénéisation est, de plus, adéquate aux différents niveaux de segmentation nécessaires à l'existence même du capital.

La notion d'identité ouvre un questionnement très large dans la mesure où nous n'avons jamais connu d'humanité sans une multitude d'identités, c'est-à-dire sans une multitude d'histoires collectives qui se sont nourries les unes des autres. L'identité moderne est ce qui disparaît dans l'atomisation interchangeable des individus et se reproduit dans les rapports sociaux capitalistes aux travers des idéologies identitaires conformes aux attentes du capital. Comment ces identités se forment, se dissolvent est une histoire aussi ancienne et aussi fondamentale que celle des identités sexuelles.

La notion d'identité n'est, par ailleurs, soluble que dans la disparition des êtres sociaux. L'identité de l'animal paraît acquise, seul l'humain semble en mesure d'intervenir sur la sienne.

Le capital intègre à partir de ce besoin archaïque ces formes à ses besoins.

La disparition de l'identité ouvrière pourrait s'inscrire dans ce registre. Cela dit, dans une réalité de classe, les identités culturelles contem-

poraines expriment des aspects contradictoires qui véhiculent aussi bien ce que le capital en fait que l'expérience collective des résistances sociales qu'il contient, puisqu'il est contradiction en mouvement

L'exacerbation des recompositions nationales dans la crise sociale yougoslave.

Deux événements dans les années 80/90 marquent le déchaînement à grande échelle des segmentations identitaires dans les processus d'écrasement de situations qui contrariaient les restructurations du capital : l'Irak et la Yougoslavie. Ils sont apparus comme des réponses faussement particulières développées dans ces circonstances et dont la mécanique, adéquate aux situations de la période, va tendre à se répéter et à se généraliser sous différentes déclinaisons. Ils questionnent l'apparition de nouvelles segmentations nationales/identitaires galvanisées par l'effacement historique de la fonction des social-démocraties. Celles-ci ne semblent plus en état dans l'expression des contradictions de classes de cette période, de canaliser et d'encadrer l'antagonisme prolétarien.

Je vous propose le texte ci-après, issu d'un texte que j'avais écrit dans les années 90, qui peut contribuer à comprendre l'apparition des segmentations identitaires dans une situation de luttes sociales généralisées. Il concerne la période 1985/1992 au cours de laquelle s'est joué l'essentiel des événements yougoslaves. La suite n'en a été qu'une conséquence.

Par-delà le glissement de période, la situation yougoslave, entre la mort de Tito en 1980 et l'explosion de l'URSS, présentait la plupart des caractéristiques de l'origine de la récente situation grecque.

Le capital en restructuration imposait la disparition des normes socio-économiques sorties de l'après-guerre. Ce qui était visible en France pour la zone occidentale s'imposait à un niveau mondial.

La libéralisation du régime yougoslave était un fait acquis depuis les années 60, par-delà la rhétorique néo-stalinienne de ses dirigeants. L'instrument de cette mise au pas décisive a été en Yougoslavie, comme plus récemment en Grèce, le levier de la dette. La Yougoslavie avait besoin des crédits internationaux et ceux-ci étaient conditionnés par la disparition des secteurs

subventionnés, la libération du prix des biens de première nécessité, la baisse drastique des salaires, la fermeture des secteurs non-rentables etc. C'est contre ces impératifs de mise au pas et de paupérisation que s'est développé, au cours de la seconde partie des années 80, un mouvement de résistance sociale généralisé, d'une intensité sans commune mesure avec ce que l'on observe jusqu'ici en Grèce et qui a abouti, dans les circonstances de cette période, à l'implosion de cet Etat.

Je dirais plus loin, à propos de la fin de la Yougoslavie : « Les divisions nationales expriment et s'appuient sur l'impasse de la situation. Les luttes sociales se heurtaient à une détermination sans faille puisque l'Etat yougoslave n'avait aucune marge de négociation. Au plan international, les résistances aux restructurations étaient vaincues et ne trouvaient aucun relais en mesure de modifier leurs rapports de forces. Ce mouvement ne portait aucune des revendications "démocratiques" qui lui auraient permis de trouver un relais politicien comme cela s'était passé en Pologne. Aucun discours politique, ni libéral, ni social-démocrate ne pouvait s'en nourrir. Sa capacité, réalisée, à mettre un Etat en faillite, qui lui aurait ouvert dans une période précédente le moyen de faire reculer cet Etat, n'intéressait plus personne. Expression vaincue de la capacité de l'affirmation ouvrière luttant pour sauvegarder ses conditions d'existence, il annonce les conditions d'une lutte à mort où il n'y a plus rien à revendiquer. Ce soulèvement a gagné par sa défaite le panache de n'avoir pas délégué sa rage et sa détermination à de quelconques représentants, du moins à aucune force politique en mesure de se réclamer de ses luttes. Raisons qui les ont fait disparaître de la mémoire ? L'exacerbation nationaliste est, comme moyen, l'expression concrète de cette défaite, permettant à l'ancien personnel politique de se maintenir au pouvoir, par un changement de discours, dans le fractionnement de l'ancien Etat et d'y achever la restructuration par la guerre. »

Dans le contexte yougoslave, contrairement à la situation polonaise de l'époque (avec Solidarnosc), aucune opposition syndicale n'a été en mesure de contenir ces mouvements et d'esquisser une alternative politique. Les structures qui avaient été mises en place sous Tito pour paralyser le risque de prédominance d'un des secteurs des bureaucraties nationales au sein de la fédération ont joué a contrario, dans cette situation, comme frein à la

capacité de la bureaucratie pour affronter sa mise en accusation générale. L'état fédéral s'est scindé avant tout sur une profonde divergence d'intérêts entre les bureaucraties du nord (Slovénie, Croatie) et le reste de la fédération comprenant la Serbie au centre. L'état yougoslave a démontré, aux yeux des organes internationaux, l'incapacité de la classe politique yougoslave et de ses structures à pacifier son prolétariat et à lui faire chier cette putain de plus-value nécessaire au règlement de sa dette. Parmi les nombreux crimes pour lesquels ont été châtiés les prolétaires yougoslaves se trouvait celui de risquer d'exporter cette résistance dans les nouveaux marchés à conquérir, pour les capitaux occidentaux, dans les territoires offerts à ses appétits par la chute du concurrent soviétique. Ces luttes sociales y ont pris une telle intensité qu'elles ont persisté au cours de la guerre dans les différentes régions de ce qui devenait l'ex-Yougoslavie.

La plupart des secteurs industriels étaient caractérisés par la multi « ethnicité » des travailleurs qui s'y trouvaient. Cette même multi « ethnicité » caractérisait à des niveaux différents, l'ensemble des villes, de même qu'elle était portée dans l'hérédité d'une grande partie de la population. Elle était constitutive de la réalité yougoslave.

Comment les forces du capital ont réussi à transformer le prolétariat yougoslave en une mosaïque de nationalités affirmées et antagoniques, pour passer le cap de la restructuration qui leur était nécessaire, c'est ce que ce texte s'efforce de montrer. À nous d'en tirer des enseignements pour comprendre la montée des idéologies nationales et identitaires aujourd'hui, dans un contexte qui, somme toute, ne semble pas si différent au vu de ce qui se passe déjà dans une partie des pays européens et des pays dit émergents

DE LA GRÈVE A LA GUERRE (1980 - 1992)

La situation en Yougoslavie face aux restructurations économiques des années 80.

Les prémices

La mort de Tito en 1980 laisse la Yougoslavie avec une dette extérieure suffisamment importante pour permettre aux organismes financiers internationaux, via les emprunts accordés par le FMI, d'y dicter une politique économique et sociale conforme aux attentes de valorisation des capitaux.

Le changement de période se manifeste crûment au début des années 80. Faute de restructuration drastique, on aboutit à un coup d'arrêt du développement qu'a connu l'économie yougoslave depuis l'après-guerre. Le réveil d'acrimonie nationaliste des couches dirigeantes est directement lié à la perte de compétitivité de l'économie yougoslave et à la concurrence ainsi excitée entre des bureaucraties nationales cherchant à sauver leurs parts.

Dès les années 70 les revenus du tourisme et l'argent des émigrés constituaient deux des principales sources de devises fortes à travers des secteurs échappant au contrôle de l'Etat.

À l'orée des années 80, le système bancaire excluant les comptes en devises oblige tout déposant, les travailleurs émigrés envoyant de l'argent à leur famille comme les entreprises, à laisser automatiquement convertir leur dépôt de devises en dinar constamment dévalué. Cette situation pèse sur les comptes des entreprises ayant des échanges économiques extérieurs. C'est sur cette base que fleurit un important flux financier parallèle auquel participe, dans le marché «gris», une grande partie des entreprises. Ce phénomène amplifie la marginalisation de la monnaie locale par le DM ou le \$.

Au motif de la situation économique, le FMI institue un plan de sauvetage dont on connaît par avance le contenu ... Durant les années 83-84, alors que la dette extérieure s'amplifie, des négociations sous la houlette des "notaires de New York" vont se dérouler avec 600 banques créancières, en vue de rembourser la dette nationale. En clair cela devait signifier des diminutions de salaires, la libération des prix des denrées de première nécessité ainsi qu'une dévaluation de 25 % du Dinar

1984. Le diktat de « l'assainissement économique »

Dès cette année, une vague de fusions, de concentrations et de licenciements est initiée à travers un processus de gestion des grands centres industriels par les banques centrales des diverses républiques. C'était, au cours de la même période, l'équivalent local de ce que la gauche appela en France « le plan de restructuration de l'industrie lourde ».

Comme en France auparavant, le gouvernement yougoslave s'attend aux résistances sociales qu'il devra affronter.

Selon l'usage bien rodé, une vague répressive s'abat sur l'opposition en avril 84. Le rôle de ce type de manœuvre est préventif et "éducatif". Les boucs émissaires doivent illustrer que l'Etat est résolu à frapper qui lui résiste.

C'est ainsi que les flics arrêtent 28 "intellectuels" lors de la réunion d'un groupe de discussion qui regroupe la mouvance pseudo contestataire de Belgrade. Cela faisait six ans qu'ils se retrouvaient régulièrement ainsi, mais ce jour-là ils sont accusés, pour les besoins de l'éducation des masses, de se livrer à une tentative de renversement de l'ordre social. Cela ne signifie pas, dans le langage convenu de la répression politique, qu'ils avaient la volonté de le faire. Mais seulement que la police était déterminée à se déchaîner contre les prolos qui en auraient l'idée.

Cette intervention aboutit au "suicide" d'un syndicaliste "indépendant". Le message ne trompe personne.

L'offensive se dessine avec une forte montée des prix, secteur par secteur (essence, transport, loyer, électricité).

En raison de la complexité du système autogestionnaire et de la multiplicité des centres de décision, le gentil Service de Vérification des Comptabilités d'Entreprises est obligés de sévir contre le mouvement excessivement anarchique des prix et les importants bénéfices "illégaux" extraits de ce mouvement.

La loi sur la réduction des salaires dans les entreprises qui travaillent à perte ou ne remboursent pas leurs dettes entre en vigueur en juillet. Elle concerne près d'un million de salariés, soit environ le sixième de la main-d'œuvre du secteur autogéré.

C'est, entre temps, la bureaucratie croate qui lance l'attaque frontale par un plan de concentration accéléré de l'industrie dirigée par la banque de Zagreb. Et c'est de l'autre côté de la Yougoslavie, en Macédoine, que vient la première réponse, par une vague d'arrêts de travail. Une des plus importante usine de la région se met en grève « contre la mafia bureaucratique ». Une autre entreprise de plus de 300 salariés subit une grève de 46 jours.

Un chiffre pourrait illustrer la crainte des résistances qui vont suivre. Alors qu'en 1979 les procédures de mise en faillite avaient touché 156 entreprises, en 1985 il n'y en avait plus que 97. Ce qui n'entraîna en aucune manière une diminution des attaques contre les conditions de vie.

Les pressions sur les salaires et pour la libération des prix s'amplifient.

Une nouvelle campagne contre "l'enrichissement abusif" est déclenchée à l'occasion de l'arrestation en août 84 de 61 personnes de la même entreprise de Titova Mitrovica au Kosovo. Ils revendaient pour leur propre compte de l'or et de l'argent extrait d'une mine de plomb, et qui n'était pas enregistré dans les inventaires de l'entreprise. La médiatisation de cette affaire s'est inscrite dans la même logique que la répression contre les « intellectuels ».

Ce fait divers recouvre deux niveaux de réalité très différents :

— Le système autogestionnaire a offert, par la complexité des structures qu'il a mises en place et la multiplicité des centres de décision, un terrain favorable aux accords, pas toujours licites à l'intérieur et entre les entreprises. Un exemple pratique de cette parcellisation du pouvoir peut s'illustrer par le fonctionnement des chemins de fer. Chaque train doit, en vertu du règlement ferroviaire, changer de locomotive à chaque frontière entre les républiques ou les régions autonomes. En outre les compagnies ferroviaires sont divisées à leur tour en 360 "organisations fondamentales de travail associé" toutes égales en droit et seules habilitées à régler le trafic sur leur territoire. La principale ligne ferroviaire qui traverse le pays entre l'Italie et la Grèce est de la compétence de 52 organisations de travail. Ce système est caractérisé par des arrangements permanents entre les différentes bureaucraties et permet la promotion personnelle des bureaucrates capables de s'y distinguer.

— Cette même réalité stimule également les avantages matériels que s'octroient les prolos en détournant des parts de salaires en nature. C'est à ce salaire parallèle répandu que, par ce spectacle médiatique, s'attaque l'Etat à travers cette nouvelle campagne.

Les statistiques officielles dénombrent cette année-là, 74.151 personnes inculpées pour « délit économique », soit déjà 10 % de plus que l'année précédente, en 1983. Cet aspect de la répression n'est donc qu'un des volets du plan dit de stabilisation économique, adopté en été 83, et sans lequel l'offensive sur les salaires pourrait être amoindri par des pratiques de résistance sociales qui sont, pour l'essentiel, le point de mire de cette répression.

1985. De l'arrêt maladie collectif à la grève déclarée

En janvier, Milka Plancic, Présidente du conseil exécutif, vient à Paris. Les propos des responsables économiques yougoslaves reprennent avec une saveur caricature les discours sur « la libéralisation des prix,

de crédit aux conditions du marché, de réduction de l'inflation, de taux d'intérêts positifs (supérieur à la hausse des prix), de modération des salaires... ».

Par ailleurs, à l'intérieur, ces mêmes bureaucrates tentaient risiblement, en manipulant un double langage, de faire du FMI un commode bouc émissaire pour détourner le mécontentement des travailleurs dont le niveau de vie avait chuté de 30 % en trois ans. Le réalisme économique n'ayant pas pollué les masses populaires, ils n'étaient pas pris au sérieux. Les bureaucrates les plus lucides sur leurs intérêts de classe affirment pourtant « le FMI nous a pris à la gorge, mais sans lui nous n'aurions pas mis de l'ordre dans notre économie » (Le Monde 16/1/85).

Malgré et à cause de l'agressivité des moyens employés, l'objectif essentiel était toujours hors d'atteinte: la rentabilité des capitaux était déterminée par une augmentation de la productivité du travail, et la résistance des travailleurs aboutissait à l'effet inverse. Les prolos s'entêtaient à appliquer ce vieux slogan du syndicalisme naissant: *à mauvais salaire, mauvais travail. Sabotage !*

En été 85, le port de Koper, en Slovénie, part en grève pour 2 jours à l'annonce de la diminution des salaires et de licenciements par manque d'activité. Le mouvement est logiquement conduit à s'affronter au syndicat officiel qui avait accepté le plan d'assainissement. Cette grève marque le début d'un vaste mouvement de protestations sociales qui s'étendra sur l'ensemble de la Fédération. L'ampleur des mouvements entraîne des interventions des unités de la milice pour parer à leurs extensions.

En hiver, les importants ports croates de Rijeka et de Split débrayent entraînant des difficultés dans le commerce extérieur.

Affolée par les événements, la bureaucratie slovène prend les devants en autorisant les grèves, jusque-là illégales, pour évidemment leur imposer un cadre de contrôle : les travailleurs doivent préalablement se réunir, en débattre avec les syndicats et en informer la direction par préavis.

Entraînée par une dévaluation galopante, la hausse des prix atteint officiellement 80 %, mais selon une autre source, elle atteindra 150 %.

La dernière réunion du comité central de la Ligue des « communistes », en octobre 1985, fait émerger le débat entre les diverses manières d'aborder la crise, et les divergences qui s'affirment entre les réformateurs désirant renforcer les pouvoirs régionaux, et les partisans d'une centralisation du pouvoir. En clair, les bureaucraties du nord (Slovénie et Croatie) d'un côté et le bloc serbe de l'autre.

Un autre aspect collatéral de la difficulté de l'Etat à imposer ses objectifs d'austérité s'exprime dans son système bancaire et sa perte de contrôle sur sa monnaie. Ce que certains poètes libéraux ont défini comme une « économie socialiste de type friedmanien » : un Etat ayant abandonné son contrôle sur sa monnaie”

Pour parer à l'implosion du dinar, les dépôts bancaires courants deviennent rémunérés. Leur intérêt, fin 85, est de 7,5 % et monte à 67 % pour les dépôts à plus de trois mois. D'autre part, rompant avec la période précédente, les banques acceptent les dépôts en devises également rémunérés. Au fur et à mesure que le dinar dégringole, la part relative des devises, qui constituait fin 85 la moitié de la monnaie, augmente. Par cette “dollarisation” des moyens de paiement, une majorité des moyens de paiement en circulation progresse, en valeur, au moins au même rythme que la hausse des prix. Ce phénomène complexe participe largement à l'enrichissement des élites, et à convertir au fantasme de l'idéologie économique une partie des couches “moyennes” qui se caractérisent par leurs réserves fructifiables. Ce dernier phénomène étant plus marqué dans les deux républiques du nord qui bénéficient de plus de la moitié des échanges avec les pays à monnaie forte et donc du plus gros afflux de devises spéculatives. Cette réalité concerne évidemment aussi, dans les régions défavorisées, l'important flux financier venant des travailleurs émigrés

1986. Les grèves contre la bureaucratie et ses syndicats

En 86, une nouvelle tentative du gouvernement fédéral de fermer les entreprises non-rentables est mise en chantier. C'est, comme en France, aux syndicats que revient la tâche de faire accepter aux ouvriers les réalités économiques. Au sein des entreprises, les "réunions de gestion d'entreprises" nouvellement instituées sont largement boycottées.

Le travail au noir et le "jardinage" constituent 40 % du revenu des familles et permettent d'alléger la pression. Les économistes constatent une rude baisse dans les dépenses dites de consommation.

Sans parvenir à mener à terme le plan concocté avec le FMI et à faire face à l'ampleur des mécontentements sociaux, le gouvernement de Milka Plancic achève son mandat en mars 86. Il est remplacé par Branco Mikulic. Il prévoit un blocage des salaires de six mois et des augmentations de prix.

Au bout de deux mois de grève, de manifestations et d'occupations, la tendance s'inverse et aboutit à une hausse ridicule de 8 % du salaire. Le gouvernement fédéral tente de reprendre l'initiative en utilisant l'arme de la dévaluation.

Une réforme monétaire est envisagée avec l'appui du FMI afin d'obliger les banques à ne plus soutenir les entreprises en faillite pour bénéficier de nouveaux crédits venus d'Occident. Elles devront s'abstenir de tout investissement non productif. Ce sont les banques elles-mêmes qui en subiront aussi les conséquences. Nombre d'entre elles en Macédoine, au Kosovo et au Monténégro feront faillite au cours de l'Automne 86. Asphyxiés par le manque de crédits et par les grèves, nombre de directeurs d'entreprises vont mettre, à leur tour, les clefs sous le paillason. Faillites, fermetures d'usines, 130 % d'inflation, 1.200.000 chômeurs, dévaluation du dinar, réductions de salaires s'emboîtent dans un mouvement d'ensemble suscitant des luttes de plus en plus dures.

Les campagnes grondent. La télévision relate une révolte de paysans armés de haches et de pelles, se défendant avec succès contre les expropriations qu'organisent, avec le concours de la police, de grandes entreprises in-

dustrielles. Plus d'une centaine de grèves éclatent en Slovénie en été. Une grève de 22 jours dans la Métallurgie en Croatie. Des mouvements importants dans le centre industriel de Belgrade. 2000 ouvriers des chantiers navals "3 mai" à Rijeka débrayent en demandant 50 % d'augmentation. En octobre, une grève totale des transports urbains paralyse la ville de Split. Les syndicats qui sont partie prenante du programme de stabilisation sont souvent ouvertement méprisés.

1987. La contre-offensive ouvrière

En 87/88 déferle un nouveau mouvement de résistance échauffé par la dégradation de la situation. C'est le pouvoir qui est de plus en plus directement pris pour cible. On verra s'installer un climat de grève permanente dans l'ensemble de la Fédération. Cette accentuation des luttes coïncide avec un réveil de tension sociale en Europe de l'Est et les premiers frémissements dans une France gavée par la gauche de « réalisme économique » : les mouvements de 86/87.

Suite à une nouvelle augmentation des prix et au blocage des salaires, qui devraient être indexés sur la productivité de l'entreprise, un mouvement se renforce fin février pour cumuler vers la mi-mars. Pendant ce mois, plus de 80 grèves éclatent d'abord en Croatie où le mouvement prend les formes « d'une révolte ouvrière » (Le Monde 19/3/87). Une trentaine de grèves s'articulent en Macédoine, surtout dans le bâtiment et l'agriculture. De nombreux conflits se développent dans l'ensemble de la fédération.

Le mouvement s'apaise, fin mars, à la suite d'un gel des prix de trois mois, et d'un "aménagement" du blocage des salaires en fonction des secteurs d'activité. Après une courte interruption, il redémarre en avril/mai. Une grève partielle déclenchée le 8 avril, en Croatie, dans le gisement houiller de Labin, devient totale le 5 mai et s'étend à l'ensemble des 1700 mineurs. Les mineurs réclament le retrait de la loi de limitation des salaires, 100 % d'augmentation et le licenciement de la direction.

En Serbie, dans les usines automobiles de Kraljevo, un mouvement déclenché le 20 avril par un millier de travailleurs s'étend à la majorité du personnel. Par ailleurs, 400 forgerons de la même ville, travaillant dans une usine de wagons, arrêtent le travail en mai contre les diminutions de salaires et exigent d'obtenir cette revendication qui se généralise dans les luttes: le licenciement de la direction.

Obtenir le licenciement des directions d'entreprise ou la démission des responsables locaux, voire régionaux, est une revendication qui se généralise. Ces exigences auront une incidence importante dans l'engagement de ces responsables et de la bureaucratie néo-communiste en général, autour du discours nationaliste. C'est à partir de cette position nationaliste au sein d'un Etat fédéral que les différentes bureaucraties vont organiser leur défense face aux vagues de colère dont elles sont la cible. C'est à partir de cette posture que s'organiseront systématiquement, le renvoi de chaque situation locale sur le dos des bureaucraties concurrentes au sein de la fédération. En l'absence de relais syndicaux crédibles pour encadrer les débordements sociaux, c'est aussi, de plus en plus, les discours nationalistes qui assumeront cette fonction. D'où la fréquente confusion qui apparaît dans les années postérieures entre revendications sociales et discours nationalistes.

Quelques chiffres illustrent la situation sociale en Yougoslavie: en 86, 851 grèves ; en 87, 1.570 grèves. Dans la fin des années 80 la situation yougoslave constituera une poudrière sociale, prête à exploser en pleine décomposition du bloc soviétique.

L'Etat au bord du gouffre. 1988.

En mai 88, 100.000 travailleurs en lutte manifestent à Belgrade” contre la vie chère”. À la même époque 700 aciéristes de Slovénie commencent une grève “contre la corruption” et manifestent devant le parlement de cette république.

En juillet, Des milliers de travailleurs de Vukovar sont en grève (production de pneumatiques et usine de chaussures...). 5000 d'entre eux se rendent à Belgrade pour demander le doublement de leurs salaires et la tête du directeur, ainsi que la démission du conseil municipal de leur ville. Ils prennent violemment d'assaut le Parlement fédéral. Au même moment des manifestations se déroulent devant le Parlement Croate à Zagreb.

Par ailleurs, des affrontements ont lieu au Monténégro avec les unités spéciales de la police. Des ouvriers qui veulent marcher sur Tito-grad sont arrêtés par des barrages de police qui verrouillent la ville. 12000 personnes participent au mouvement.

Le Parlement yougoslave a adopté le 29 décembre une première série d'amendements à la Constitution visant à ouvrir le "système d'autogestion socialiste" à une économie de marché. Bref, à garantir l'ouverture libérale des dirigeants yougoslaves, dont Milosevic en tête, aux consignes du FMI. La plupart des Occidentaux n'avaient pas encore remarqué l'oppression nationale serbe dont souffraient les luttes sociales à travers l'ensemble de la fédération, et ne s'étaient pas encore déterminées pour la décomposition de la Yougoslavie.

La restauration ratée de l'autorité de l'Etat.

Devant l'ampleur de la dette et face au FMI qui devient de plus en plus exigeant dans l'octroi de crédits, la Ligue des "Communistes" Yougoslaves (LCY), se réunit pour faire le point. Les divergences s'observent et se jouent. Le conflit entre ces fractions avait pris une nouvelle tournure dès l'Automne 1987 où, à la session du Comité Central des "communistes" serbes, le chef du parti, Slobodan Milosevic, ancien directeur de la banque de Belgrade, arrive à s'assurer la totalité du pouvoir dans le Parti serbe. Il est à ce moment soutenu par les occidentaux en raison de ses volontés réformatrices animées par ses positions libérales. Inscrivant son discours dans le courant de l'époque, Milosevic débaptise la Ligue des Communistes Serbes en Parti Socialiste Serbe. Son objectif

est de restaurer la discipline grâce à une centralisation des pouvoirs (favorisant le poids de la bureaucratie serbe et sa propre autorité).

À ce stade d'exacerbation nationale, l'influence en termes historique et démographique du discours serbe est effective. Il fédère même dans un premier temps, autour de lui, les intérêts des républiques «pauvres» face aux républiques du Nord. C'est à partir de cette position que les bureaucrates serbes s'attellent à défendre leurs intérêts au sein de la Fédération.

L'instrumentalisation par Milosevic du nationalisme serbe a pour double fonction d'y diluer l'antagonisme social pour maîtriser la situation interne dans «sa» république et de préparer les modifications institutionnelles qui doivent renforcer ses marges d'intervention dans la politique de la Fédération. C'est-à-dire défendre l'unité yougoslave contre le bordel social !

La suppression de l'autonomie de la Voïvodine et du Kosovo sera pour lui l'un des moyens de cette reprise en main, face aux fractions nationales de ces deux régions autonomes faisant partie de la République de Serbie. Ces bureaucraties régionales, par leur poids institutionnel au sein de la république de Serbie, entravent la capacité du gouvernement serbe à réagir aux événements qui secouent la Fédération par le droit de veto dont elles disposent sur les décisions du Parlement serbe. L'offensive contre l'autonomie du Kosovo, relève, contradictoirement, davantage de la volonté d'éradiquer le seul nationalisme, jusque-là affirmé, qui secouait alors, et ce depuis 1981, la Yougoslavie. L'objectif de cette modification institutionnelle était à ce moment conforme à ce que les occidentaux attendaient du gouvernement yougoslave.

Dans la continuité de l'idéologie yougoslave issue de la dernière guerre, le Parti Socialiste Serbe avait à cette époque assez clairement identifié la montée des nationalismes comme dynamique nuisible aux intérêts de la bureaucratie serbe. Il emploiera pleinement cet ingrédient que dans le cours des événements, face aux fractions serbes résolument nationalistes.

Le discours nationaliste était par contre ouvertement alimenté et organisé au cours des années 80 par la bureaucratie albanaise du Kosovo,

frustrée de n'être pas reconnue dans ses prérogatives à l'égard des autres bureaucraties nationales.

Depuis les émeutes de 1981 violemment réprimées par l'armée qui s'était, à cette occasion, illustrée pour la première fois dans la répression d'un mouvement social, la bureaucratie albanaise du Kosovo avait organisé un encadrement nationaliste du mécontentement social. Elle l'instrumentalisait largement dans sa confrontation avec le pouvoir fédéral. La tension avait régulièrement monté entre les deux communautés. La misère qui y sévit pousse les paysans albanais à convoiter les terres occupées par des Serbes, soutenus par l'activité de groupes nationalistes antiserbes. Les Serbes, de leur côté, soutenus par les bureaucrates locaux ou belgradois en concurrence dans les coulisses du pouvoir avec leurs homologues albanais, produisent logiquement leurs propres milices. C'est cette situation qu'exploitent au Kosovo les deux blocs bureaucratiques concurrents depuis les émeutes de 1981.

Face à la politique du bloc serbe personnifié par Milosevic s'affirme l'autre regroupement d'intérêt correspondant aux visées économiques et politiques des républiques du nord.

Ces intérêts découlent du fait que les républiques du nord (Slovénie, Croatie) sont économiquement plus solides et plus ouvertes à l'Ouest (le marché de Trieste était le plus grand supermarché yougoslave). Elles bénéficient de la plus grosse part des devises fortes. Leurs bureaucraties se sentent frustrées de devoir participer à la plus grosse part du financement des régions moins développées de la Fédération, grevant ainsi leur propre développement et les bénéfices qui s'en suivent. Indépendamment de la situation internationale qui leur donnera une autre orientation, ces bureaucraties nationales sont à ce moment encore intéressées, au sein d'une évolution institutionnelle de la Fédération, par un renforcement des pouvoirs régionaux et une influence politique à la hauteur de leur poids économique.

C'est, dans un premier temps, dans l'opposition affichée entre les bureaucraties serbe et slovène par leurs discours nationaux respectifs que va se construire une dynamique d'exacerbation nationaliste générale.

Peu à peu, les orateurs nationalistes vont intervenir de plus en plus dans les manifestations ouvrières pour stigmatiser “l’autre”, comme dans les mouvements sociaux de 88 qui secoueront le pays en été.

Fin 88, après une série de nouvelles crises, le gouvernement Markovic prend la relève au sommet de l’Etat, avec la volonté de poursuivre la politique de rigueur.

1989 : La transition nationaliste

Les travailleurs repartent en lutte au début de l’année 89 par une nouvelle vague de grèves qui mûrit lentement jusqu’à l’Automne.

En septembre les manifestations ouvrières de Belgrade et de Skoplje menacent le gouvernement de grève générale si l’inflation n’est pas arrêtée.

Des travailleurs des secteurs publics de Slovénie et de Croatie exigent d’être payés en Deutschemark, comme leurs homologues des usines d’exportations de leur commune.

Plus de 15.000 enseignants du Kosovo, de Serbie, de Voïvodine et du Monténégro menacent de faire grève si leurs salaires ne sont pas augmentés de 100 %. Au cours du mois de décembre, 650.000 salariés de Serbie, du Monténégro et de Macédoine, se retrouvent en grève! Devant cette situation, des directeurs d’entreprises, contre l’avis du gouvernement, cèdent aux revendications.

La « chute » du mur de Berlin crée un climat de bouleversement.

Dans le même temps, le Parlement slovène avait aboli le rôle dirigeant de la Ligue Communiste Yougoslave et légitimé le droit à la sécession. La fin de cette année connaît l’éclosion de nombreux nouveaux partis et mouvements d’opposition formés à partir des diverses fractions nationalistes. Ils sont constitués, dans la très grande majorité des cas, par d’anciens bureaucrates de la Ligue « Communiste » Yougoslave conscients qu’il leur faut changer de veste pour s’adapter aux nouvelles conditions du pouvoir.

Les discours nationalistes prennent leur envol, surtout dans les républiques du nord, avant que l'idée de l'indépendance s'installe dans une population davantage préoccupée par sa situation immédiate. Face aux impasses de cette situation, ils dessinent comme l'espoir d'un « changement » en proposant d'expliquer la situation par des raisons d'inégalité nationale et d'accaparament. Faute d'alternative et malgré un attachement vivace à l'identité « Yougoslave » c'est dans cette direction que va pousser le déroulement de la situation.

À la fin de cette année, Markovic concocte un nouveau programme d'assainissement dont le FMI avait fait une condition pour l'octroi d'un nouveau prêt. Cependant, les sessions du Parlement ont été accompagnées par 100.000 travailleurs en grève pour exiger des améliorations de salaire. C'est dans ces circonstances qu'échoue momentanément la possibilité de pousser plus avant la politique d'écrasement de la population.

Tandis que la Slovénie et la Croatie, avides de complaire au FMI, soutiennent encore formellement ce programme d'assainissement, la fraction serbe se résout à un recul provisoire en refusant le blocage des salaires sous la pression des luttes. Elle laisse par ailleurs imprimer des milliards de dinars pour financer les entreprises « non-rentables », espérant faire éponger ce déficit par les républiques du nord.

1990. Prolétaires dans la lutte / nationalistes dans la défaite

Au cours de cette année, des élections ont eu lieu dans la plupart des républiques. Elles sont remportées par d'anciens bureaucrates de la Ligue reconvertis dans les nouvelles formations nationalistes. Isolé, le Parti Socialiste Serbe est la seule formation issue de la Ligue Communiste à garder le pouvoir en Yougoslavie, au détriment des nouvelles formations ouvertement nationalistes. Cependant, parmi les principaux dirigeants promus par ces élections, seul le président bosniaque, issu d'un parcours islamiste, est étranger à la filiation du parti. Ce changement d'habillage idéologique raidit les méthodes et les volontés de pouvoirs, mais ne modifie que peu la composition du personnel politique.

Le premier janvier 1990, le gouvernement fédéral introduit un nouveau dinar valant 10.000 anciens. Le dinar pourra être librement converti et, au plus tard jusqu'au premier juillet, le DM devra valoir 7 Dinars. L'inflation explose à 2000 % par an.

Cette survalorisation du dinar stimule l'augmentation des importations. Les entreprises d'exportation, défavorisées, cherchent à écouler leur production sur le marché intérieur dont la saturation pousse les prix à la baisse. Cette politique, qui donne une bouffée d'air à la population, étouffe les grandes entreprises d'exportation, jusque-là montrées en modèle, ainsi que l'économie serbe, dont le commerce de matières premières et de denrées agricoles était la première source de devise.

La guerre commerciale est déclarée entre la Slovénie et la Serbie en décembre. La Slovénie refuse de verser sa part au "fond pour le financement des entreprises sous-développées" qui constitue 40 % de tous les versements des diverses républiques aux caisses fédérales. Le gouvernement serbe annonce un boycott des produits slovènes avant d'introduire une taxe sur les marchandises en provenance de cette république et de Croatie.

La politique des salaires et des dépenses des entreprises publiques échappe ainsi peu à peu au gouvernement fédéral. Chaque république menant de plus en plus, à sa guise, sa propre politique.

À la fin de l'année 90, le FMI menace de fermer les crédits. Il exige que soit respecté le blocage des salaires, pendant que ceux-ci sont de nouveau en train d'augmenter (d'arrêter de baisser !).

Les bureaucraties slovène et croate s'engagent définitivement vers l'indépendance, bousculant l'incrédulité d'une bonne partie de la population. Le discours nationaliste devient assourdissant jusque dans les mécontentements sociaux qui ne faiblissent pourtant pas. Les volontés d'indépendance trouvent progressivement des échos favorables dans les capitales occidentales. Le scénario de l'éclatement de la fédération se met en place.

Par rapport aux tensions sociales auxquelles elle fait face, la bureaucratie serbe et notamment Milosevic (rompant avec le discours antinationaliste de la bureaucratie de l'ancienne Ligue « Communiste » mise en minorité en 87) développe sa condamnation des républiques “égoïstes” et du “terrorisme” albanais voulant arracher à la Serbie le “foyer de son histoire”.

L'armée est à ce moment, conformément à sa nature et à sa formation idéologique, le dernier rempart de l'unité nationale. Dans l'organisation du service militaire les appelés servent, dans l'armée fédérale, souvent dans d'autres républiques que celles dont ils sont originaires. À la fin de leur service, ils sont affectés comme réservistes de la défense territoriale de la république de leur domicile. C'est à partir de ce corps militaire que va s'organiser l'embryon des armées slovène et croate.

Pour l'heure, les nouveaux gouvernements des républiques fédérales sont pressés par leurs électeurs, proménés par des promesses d'avenir meilleur grâce à une politique résolument nationaliste, de tenir leurs engagements. Aucun de ces nouveaux pouvoirs, désireux de mieux appliquer les consignes du FMI pour promouvoir leur légitimité internationale, n'est évidemment prêt à satisfaire ces revendications sociales. Leurs seules chances de tenir est la fuite en avant, c'est-à-dire la logique de l'affrontement armé dans laquelle se dilueront les pressions sociales face au danger militaire.

Pour la première fois, des unités spéciales croates brandissent les drapeaux de l'Etat national-socialiste croate de la dernière guerre. Ils entrent et paradedent dans des territoires de Croatie à majorité serbe près de la côte dalmate. Les habitants répondent par des barricades armées. Dans la région de Knin, des directeurs d'usines serbes sont remplacés par des Croates. Dans cette région à population serbe de la république croate, la commune de Knin se déclare “République Autonome Serbe de Krajina”. Le chef de l'administration communale est depuis, les élections de mai, le dentiste Milan Babic envoyé par Milosevic de Belgrade à Knin. La suppression de la “nation serbe” comme composante de l'Etat croate dans la nouvelle Constitution de 1990 sera vécue dans cette situation comme une menace réelle pour la fraction de la population assimilée à

l'ennemi. Son soulèvement (somme toute légitime !) ne pouvait en l'absence d'autres perspectives qu'être embarqué par les options nationalistes (d'une manière comparable à ce qui s'est passé, pour les Albanais du Kosovo après les émeutes de 1981).

Au cours des événements, les conflits s'élargissent à d'autres régions en faisant des morts et des blessés. Sous la direction d'officiers croates de l'armée yougoslave, un groupe de la Garde Nationale Croate (nouvelle unité de la police) fortement armé avait organisé une opération avortée pour assiéger une caserne de la JNA (Jugoslovenska Narodna Armija - Armée Populaire Yougoslave) et en récupérer l'armement. Le président d'alors, Borislav Jovic, n'a pas pu donner l'ordre du désarmement de cette unité à la suite d'un blocage juridique organisé par le membre croate de la direction collégiale.

L'ambassadeur américain de Belgrade a lui-même informé Jovic que les Etats-Unis ne toléreraient pas l'utilisation de la force pour désarmer ces paramilitaires. Prenant logiquement acte de leur nouvelle posture de seule superpuissance mondiale, les Etats-Unis, posaient comme acquis que le partage des marchés de l'Europe orientale, et donc la politique post-soviétique de l'Europe, se déciderait avec eux.

En Bosnie, des combats de rue éclatent entre nationalistes serbes et musulmans. Les partisans (serbes) de Vuk Draskovic y organisent des manifestations nationalistes. Dans les villages, des groupes de gardes civils s'arment contre les attaques des différentes milices nationalistes

En décembre 1990, la Slovénie et la Croatie se déclarent "Etats souverains". L'hystérie nationaliste des médias serbes répond aux provocations "oustachies" favorisées et soutenues par l'Etat croate.

Cependant les grèves et les manifestations continuent face à la poursuite des mêmes politiques. Les bourgocraties du nord répondent aux vagues de luttes en répandant des rumeurs de coup d'Etat de l'armée fédérale et en accélérant la formation de leurs propres troupes, pendant que le bloc serbe s'assure du soutien de l'armée en réaffirmant, contre les républiques du nord, son attachement à l'unité yougoslave

Le terrain se prépare donc de plus en plus à la conflagration, et les déclarations de souveraineté des républiques vont de pair avec les préparatifs militaires comme faisant partie d'un cheminement logique.

Malgré ces désordres, l'armée n'intervient que rarement. La direction de l'armée refuse la proclamation de l'état d'exception. L'armée, dernière institution yougoslave à survivre dans ce désordre, est en crise. Sa composition "nationale" fausse l'appréciation de sa position. Pour des raisons socio-économiques et démographiques, parmi ses cadres et ses troupes professionnelles les "Serbes" sont plus nombreux que les ressortissants des régions du Nord. Elle est comme toute armée du monde attachée, en tant qu'institution, à l'intégrité de son territoire, remise en cause par les scissionnistes du Nord. Ce n'est donc pas sa composante serbe mais la nature de sa fonction dans l'Etat fédéral et son attachement à son intégrité qui déterminent jusque-là ses intérêts et ses positions. Sa progressive identification aux intérêts serbes ne se réalisera pleinement que pendant la guerre de Bosnie, dès lors qu'elle ne sera plus que l'armée de la fédération rétrécie à l'ensemble serbo-monténégrien.

Sa position dans cette phase du conflit découle logiquement du fait que le bloc serbe reste le seul à revendiquer l'identité yougoslave qu'elle défend. Par ailleurs cette armée, se prévalant par son idéologie comme l'héritière historique de la guerre des partisans, se sent violemment provoquée par les thèmes et symboles national-socialistes oustachis qu'affichent les milices de l'Etat croate avec la bienveillance de ses nouveaux dirigeants.

1991. La Yougoslavie de Tito s'achève

Derrière la nouvelle tournure, que vont prendre les événements apparaît un revirement des milieux politiques et financiers internationaux. Les Occidentaux étaient restés jusque-là divisés en fonction de leurs intérêts respectifs. L'incapacité du bloc serbe à imposer l'ordre vidait de substance l'option du maintien de la Fédération. Le « bloc serbe », en s'accaparant la défense de la fédération, associe à ce moment-là les secteurs qui dans l'en-

semble des républiques restent opposés au démembrement. L'Etat yougoslave, qui se confond toujours plus avec l'option serbe qui représente son maintien, se montre incapable de faire face à ses engagements internationaux et de maîtriser sa situation sociale menaçante pour l'ensemble des pays de la région. Sans entrer dans des analyses géostratégiques, il est un fait que l'Allemagne, les Etats-Unis et le Vatican finançaient massivement l'option de l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie. Les Etats-Unis et des pays du Golfe s'étaient investis dans le soutien des séparatistes bosniaques (dit « musulmans »).

La stratégie des divisions nationales s'appuie sur l'impasse de la situation. Les luttes sociales se heurtaient à une détermination sans faille puisque l'Etat yougoslave n'avait aucune marge de négociation. Au plan international, les résistances aux restructurations étaient vaincues et ne trouvaient aucun relais en mesure de modifier le rapport de force.

Ce mouvement ne portait aucune des revendications « démocratiques » qui lui aurait permis de trouver un relais politicien comme cela s'était passé en Pologne. Aucun discours politique ni libéral ni social-démocrate ne pouvait s'en nourrir. Sa capacité réalisée à mettre un Etat en faillite, qui lui aurait ouvert dans une période précédente le moyen de faire reculer cet Etat, n'appelait plus aucune concession. Expression vaincue de la capacité de l'affirmation ouvrière luttant pour sauvegarder ses conditions d'existence, il annonce les conditions d'une lutte à mort ou il n'y a plus rien à revendiquer. Ce soulèvement a gagné par sa défaite le panache de n'avoir pas délégué sa rage et sa détermination à de quelconques représentants, du moins à aucune force politique en mesure de se réclamer de ses luttes. Raison qui les a fait disparaître de la mémoire ?

L'exacerbation nationaliste, comme moyen, est l'expression concrète de cette défaite en permettant à l'ancien personnel politique de se maintenir au pouvoir par un changement de discours, dans les confettis de l'ancien état, et d'y achever la restructuration par la guerre.

Sans la garantie préalable de reconnaissance de l'indépendance des nouveaux Etats aucune des bureaucraties nationales, si soucieuses des exigences du FMI, n'aurait eu les moyens politiques de s'engager dans la suite des événements. Ce choix s'esquissait depuis environ deux ans. Il

signifie que, du point de vue de ses créanciers, la division de l'Etat fédéral en plusieurs entités étatiques offrait plus d'opportunités aux différents dirigeants des républiques issues de la Yougoslavie pour régler leur situation. On peut noter au passage que la Macédoine, dont l'indépendance nationale était doublement entravée par une absence d'intérêt stratégique et un veto de la Grèce, qui souhaitait maintenir une barrière étanche entre sa situation intérieure et le bordel yougoslave, restera sans soutien.

En Slovénie, après les élections entérinant la nouvelle situation politique au printemps 90, suivies de la déclaration de souveraineté, un référendum sur l'autodétermination est organisé en décembre 90. La nouvelle loi sur le service militaire et l'organisation de l'armée slovène, au printemps 91, marque le pas supplémentaire qui enfin aboutira à la déclaration d'indépendance. Elle sera suivie immédiatement par la "drôle de guerre" de juin 91, dans cette république.

Le premier acte militaire coordonné d'une nouvelle force armée dans le conflit yougoslave est initié par les unités militaires slovènes, qui prennent le contrôle des frontières de la Slovénie avec l'Italie et l'Autriche en refoulant les soldats de l'armée yougoslave. Le Premier ministre fédéral, dans le rôle d'un Etat ayant autorité sur l'ensemble d'un territoire dont les frontières lui sont reconnues, fait intervenir l'armée de cet Etat pour reprendre le contrôle de ses postes frontières. Le général slovène qui commande l'armée cantonnée en Slovénie va donc tenter d'en reprendre le contrôle. Il n'y arrivera évidemment pas avec les effectifs d'une armée déboussolée d'avoir à affronter une partie de la population dont ils sont les mômes.

Au cours de cette guerre de 10 jours, 76 personnes meurent, entraînant une fuite des travailleurs devenus immigrés (serbes, bosniaques, albanais) vers le Sud. À l'absence de volonté réelle de l'état-major de s'embarquer dans une guerre en Slovénie, s'est ajouté le manque de cohésion de ses troupes refusant de se battre et se rendant quelques fois par unité entière. Les arrières sont affaiblis par de nombreux actes de sabotage et des protestations massives, en Croatie (animés par des groupes nationalistes ?) et en Serbie.

Le 8 juillet, sous l'impulsion de la CEE, les accords de Brioni entrent en vigueur. Les frontières sont contrôlées par la police slovène, les impôts doivent être remis à Belgrade. La circulation aérienne nationale et internationale reste sous le contrôle de l'organe fédéral. Retour des soldats dans leurs casernes.

Les accords de Brioni entérinent le déplacement de la guerre de la Slovénie, où la population est "nationalement" homogène, vers la Croatie où, en raison des fortes minorités serbes et autres qui la peuplent, la situation est extrêmement plus conflictuelle. C'est sur cette population serbe, pour laquelle l'éclatement de la fédération entraîne, à ce moment, les conséquences les plus dramatiques, que tentera de s'appuyer la JNA pour espérer enrayer le processus d'indépendance de la Croatie, ou en limiter éventuellement les conséquences territoriales.

Avant cela, le 2 mars, dans la ville de Pakrac en Slavonie (région croate proche de la frontière serbe), principalement habitée par des Serbes, éclatent des fusillades avec les unités croates qui veulent destituer l'assemblée communale. L'armée (fédérale) occupe le territoire et pousse les unités croates à battre en retraite. Dans la presse serbe et croate, paraissent des informations sur des morts et des blessés, et l'on annonce qu'il y a 20.000 réfugiés serbes. Ces informations apparaîtront plus tard comme une manipulation. Mais cette manipulation installera aux yeux des opinions la nécessité de la guerre. Une semaine plus tard des manifestations proserbes ont lieu dans plusieurs villes: à Novi Sad (Voïvodine), à Nis et Belgrade (Serbie) et à Titograd (Monténégro).

En Slavonie (Croatie) vivent 1, 25 millions d'habitants serbes (20 %) et croates (70 %). À la différence des deux autres régions croates à forte population serbe, la Banja et la Krajina, la Slavonie n'est pas pauvre. Elle dispose de villes industrielles importantes et d'une agriculture prospère. Dans ces trois régions agissent des francs-tireurs, tantôt serbes, tantôt croates, dans les rangs desquelles sont également actifs des mercenaires étrangers. Des membres du groupe nationaliste serbe de Seselj, l'Union Nationale Serbe, occupent l'hôtel de ville de Borovo Selo (en Slavonie, près de la Voïvodine) et échangent le drapeau croate par un drapeau ser-

be, les employés communaux sont retenus en otages à l'intérieur du bâtiment. Un jour plus tard arrivent deux bus de la police croate et une fusillade éclate, qui fait 16 morts, dont 12 policiers croates. L'armée fédérale, qui est présente, n'intervient pas.

Le nouveau bras de fer qui s'annonce à ce moment dans l'ensemble des régions engagées dans l'indépendance à pour enjeu le départ de l'armée fédérale, l'abandon de ses casernes et si possible de ses armes.

Deux jours plus tard, à Split, Zadar et dans la ville hertzegovienne de Mostar, des grèves et des manifestations ont lieu contre l'armée et son comportement dans les régions en crise. La Fédération Syndicale Croate Indépendante organise à Split une grève de dockers qui rassemble 30.000 personnes devant le point central de la marine. Le centre de la ville est barré par les manifestants pendant que des bateaux de pêche empêchent l'installation de la marine yougoslave. Dans la ville littorale croate de Zadar, au nord de laquelle s'étend une zone à forte population serbe, un poste de police est attaqué. Dans la région de Listica, où cohabitent Serbes, Croates et Musulmans, les routes sont bloquées par des barrages « nationalistes » qui seront démontés 3 jours après la sommation commune du président croate et de l'armée yougoslave. Radio Mostar et radio Split exhortent les manifestants à tenir bon. Dans la région côtière de Split et de Zadar, des attentats ont lieu contre des maisons, des usines et des voies de chemins de fer. Dans quelques villes de la côte, l'électricité et l'eau sont coupées par suite d'attentats

Au printemps, des miliciens croates armés envahissent les rues de Zadar, au nord de laquelle s'étend une importante région de peuplement serbe, et détruisent en plein jour une centaine de commerces serbes dans la ville. Dans la Lika, région de la Croatie où cohabitent Serbes et Croates sévissent des milices qui assassinent sans distinction des Serbes et des Croates antinationalistes. (Feral Tribune).

Des milliers de travailleurs venant, comme chaque année, de l'intérieur du pays pour trouver un boulot saisonnier sur la côte dalmate en été, se voient refuser du travail pour cause de préférence "nationale".

L'Etat croate en formation instaure une taxe de 3 % sur les exportations de pétrole en direction des raffineries serbes, comme celle de Pancevo (près de Belgrade). Les dirigeants de la raffinerie en prennent prétexte pour licencier du personnel "de la faute des Croates" (exemple banal qui illustre, dès le début de la situation « de guerre », les objectifs de restructurations d'entreprises que celle-ci est amenée à faciliter face aux résistances sociales! Une bonne partie de l'économie yougoslave a été ainsi directement restructurée par la guerre).

Au cours de l'été, le théâtre des opérations se transporte toujours plus, surtout en Slavonie, vers les grandes villes. Des villes et des centres industriels comme Vukovar, Osijek, Sisak, Petrinja, etc., sont bombardés par l'armée yougoslave, passant directement de la grève à la guerre.

Le 17 novembre 91, Vukovar (port industriel sur le Danube), où les questions d'appartenance nationale avaient, en raison du brassage de la population, pratiquement disparu, est verrouillée pendant trois mois et la ville est complètement détruite par les bombardements de l'armée yougoslave. L'intensité des destructions commises et les traces sur tous les murs en ruine de la ville témoignent de l'extraordinaire âpreté des combats menés par les habitants, sans distinction de nationalité. Cette ville qui fut, quelques années auparavant, un foyer d'agitation sociale important est devenue dans la guerre un exemple de résistance collective contre l'armée yougoslave.

La défense nationale croate n'est pratiquement pas intervenue dans les combats de Vukovar et le groupe fasciste HOS (300 hommes) n'est intervenu qu'à la fin et n'est vraisemblablement pas étranger aux nombreux corps de non Croates abattus dans le dos qui ont été découverts lors du retrait de l'armée yougoslave. Après trois mois de destruction et de bombardement, une grande partie de la Slavonie et ses plus importants centres industriels sont devenus le tombeau de milliers de prolétaires. Cet événement a été minablement récupéré par la propagande croate qui a érigé Vukovar en ville martyre de sa cause nationale

Parallèlement, en Croatie, face à leur situation de non-reconnaissance institutionnelle aggravée par la multiplication des brimades à leur encontre, les Serbes de Krajina et de Slavonie ont rejeté l'autorité de Zagreb, sou-

tenus par la JNA et les différentes milices nationalistes serbes, qui multiplient les provocations. On voit agir des “commandos de la mort” qui tirent sur la population. Des fusillades éclatent quand l’armée intervient contre la police croate. Des groupes armés pénètrent dans les villages et expulsent les populations en fonction de leur nationalité. Tous les villages sont amenés par la terreur à se ranger dans un camp : celui qui leur fournit des armes pour se défendre. La JNA en profite pour étendre l’influence territoriale serbe et occuper des régions croates avec ses blindés. Les familles en fuite, de toutes origine, se réfugient dans les régions aux alentours.

Les grèves vont cependant, malgré le climat d’entrée en guerre qui se développe sur le terrain, se multiplier et couvrir toutes les républiques. En avril, entraînés par les secteurs de la métallurgie et le textile, 100.000 travailleurs se mettent en grève en Serbie pour des augmentations de salaires. Le gouvernement cède deux jours plus tard.

Ultérieurement, dans la capitale fédérale, une manifestation organisée par plusieurs groupes d’opposition “contre la politique du gouvernement et le monopole de la presse” déborde ses buts initiaux et dégénère en affrontement de la population contre la police. La manifestation, avec à sa tête les nationalistes du «Mouvement du Renouveau Serbe» de Vuk Draskovic, commence dans les faubourgs de Belgrade. De plus en plus d’ouvriers qui attendent leurs salaires depuis des mois s’y joignent pour exprimer leur colère, ainsi que des jeunes, étudiants, écoliers, et des chômeurs. Arrivés au centre-ville, ils sont 100.000. La police tente de les arrêter. Un policier en civil est tué. C’est alors que la manifestation se dirige place de la République. Des magasins et des banques sont attaqués. Des combats de rue ont lieu pendant des heures. Des voitures de police sont incendiées, des barricades sont dressées. La police tue un manifestant de 17 ans. Le soir, l’armée intervient et une centaine de blindés roulent à travers la ville en occupant les points stratégiques. La protestation dure encore pendant 4 jours jusqu’au départ de l’armée. Après ces événements, Milosevic négocie avec les partis d’opposition et ils décident une politique commune d’unité nationale. Il n’y aura plus (pour l’instant) de manifestations à Belgrade.

Sur le front de la production, malgré l'entente nationale de tous les partis, la productivité a encore baissé de 30 %. Presque un million de travailleurs devra être licencié et 1.653 entreprises fermées. La dette extérieure de la fédération s'accroît.

Le FMI s'apprête à confirmer ouvertement son soutien aux indépendantistes pour cause de non-application des réformes préconisées.

La guerre, comme moyen de pacification sociale, s'affirme être le choix des « occidentaux ».

En décembre 91, l'opposition serbe tente de nouveau de détourner le mécontentement social grandissant en appelant à des élections pour se débarrasser de Milosevic, alors même que sa position dans cette guerre se distingue à peine de celle du gouvernement.

Ces élections du printemps 92, comme celles qui vont suivre, seront marquées par plus de 50 % d'abstention. Elles confirmeront le pouvoir de Milosevic.

Le gouvernement fédéral qui n'existe plus que sur le papier ne trouve plus de soutien pour son programme d'urgence de "fonction minimale de l'Etat". La fraction serbe refuse l'élection du Croate Stipe Mesic, institutionnellement prévue par l'ordre d'alternance, à la tête de la présidence collégiale de la fédération.

L'état de décomposition institutionnelle du pays est ainsi porté à son paroxysme. La démission du gouvernement entraîne sa disparition de la scène politique.

Le conflit militaire s'enlise en Slavonie. Il s'accompagne d'oppositions massives de conscrits. Les rigueurs de l'hiver, le mécontentement de la population qui en a marre des pénuries d'une économie de guerre, la non-adhésion des prolos aux sacrifices pour la patrie de leurs dirigeants aboutiront après 14 accords d'armistice à un cessez-le-feu définitif. Il sera signé le 3 janvier 1992, sous l'égide de l'ONU, comme instrument de la réorganisation politique régionale. Cette guerre n'aura pas abouti à casser la volonté d'indépendance d'une bourgeoisie croate, désormais soutenue dans sa volonté nationale par une partie de la Communauté dite internationale.

La défaite de la JNA à maintenir l'existence de "sa" Yougoslavie est ainsi entérinée. Toute sa stratégie future s'orientera à sauver les meubles.

Prenant acte de ces états de fait, dans des termes qui ne peuvent qu'élargir la confrontation militaire, la CEE décide le 15 janvier 1992 de reconnaître la Slovénie et la Croatie, sous la forte pression de l'Allemagne se réappropriant ses anciennes aires d'influence dans les Balkans. La décomposition de la Yougoslavie rejoint les nécessités de la construction de l'Europe et de la place nouvelle qu'y prend l'Allemagne réunifiée.

La Croatie et encore plus densément la Bosnie sont des territoires de traditions entremêlées et partagées dans la multiplicité complexe des origines personnelles. Elles ne présentaient pas avant la guerre de possibilité de réalité nationale homogène compatible avec des gestions ethnocentriques. La nouvelle Constitution Croate a rendu les Serbes étrangers sur leur territoire. La logique de la décision de la CEE impose aux politiciens accrédités à régner sur les nouveaux territoires de fonder leur pouvoir sur une base ethnico-nationale réductrice, nouvelle et exclusive. L'ordre vient d'être confirmé aux prolos par la communauté Economique européenne de s'entretuer pour concrétiser sa décision d'obtenir des États capables de payer leurs dettes.

L'incendie peut désormais s'étendre sans retenue.

Au cours des six premiers six mois de guerre « 15.000 » morts sont (officiellement) recensés, ainsi que « 700.000 » réfugiés. Le front militaire s'étendra pour l'essentiel, à partir de cette date et jusqu'en juillet 1995, à l'intérieur et autour de la Bosnie-Herzégovine.

Et, malgré cette situation, les conflits sociaux continueront régulièrement à animer les arrières comme ils s'exprimeront de multiples façons dans la résistance à la guerre.

La grève aux armées

Déjà pendant le conflit croate, ce qui restait de l'Etat yougoslave s'est heurté à une très importante résistance sociale contre la guerre. Les refus du service militaire et les désertions y ont été massifs.

En décembre 1991 après de nombreuses "victoires" de la JNA (armée yougoslave), la défense territoriale croate fait état de ses premiers succès importants en 5 mois de conflits. Les livraisons d'armement, en provenance d'Allemagne et vraisemblablement déjà des Etats-Unis, et la progressive réorganisation de son armée n'expliquent pas à elles seules ce début de revirement face à la supériorité du potentiel militaire de la JNA. Les problèmes de recrutement et l'importance du désaveu que subissait l'Etat yougoslave à l'intérieur des frontières, qu'il contrôlait encore, a été déterminant.

Le braquage des media occidentaux sur l'agitation hystérique des groupes nationalistes a totalement occulté l'étendue du refus de la guerre dans la réalité yougoslave, et l'occulte encore. Aussi énorme que semble ce chiffre, 85 % des recrues ont refusé de rejoindre la caserne à la première vague de mobilisation. Seulement 15 % des conscrits ont répondu aux premiers appels. Le refus du service y était si répandu que l'Etat se contentait d'organiser l'essentiel de la répression contre ceux qui le revendiquaient et d'empêcher la sortie de ses frontières aux hommes de moins de 30 ans sans permis exceptionnel. Cette situation était à peine "améliorée" par le service volontaire dans lequel s'engageaient des enrégés nationalistes et des chômeurs, sans foi ni revenus, qui touchaient pour leur dévouement le double de la solde des conscrits.

Il faut, pour comprendre ce chiffre et la tolérance qu'il imposait, se rappeler qu'à peine quelques mois plus tôt, ces soldats se seraient côtoyés dans les mêmes casernes avec le même uniforme. La Yougoslavie était en déconstruction toute récente et les classes d'âge appelées sous les drapeaux avaient grandi, jusque-là, avec la même bible patriotique, qui n'avait, jusque-là, en rien été contradictoire avec leurs diverses "nationalités". L'hystérie nationaliste appartenait à la réalité, elle était celle qui dominait la scène politique et médiatique, mais elle n'était qu'une partie

de cette réalité, celle que se plaisaient à étaler de manière univoque les journaux occidentaux. Les difficultés de la mobilisation militaire expriment l'autre partie de cette même réalité

La situation était différente en Croatie. Cette république subissait d'une part l'activité des différentes milices nationalistes sur une grande partie du territoire et, d'autre part, la violence des agissements de l'armée yougoslave contre la population des territoires contestés. Cette situation participait à unifier la population serbe ou croate selon les circonstances, et par ailleurs, l'ensemble de la population qui subissait les bombardements contre l'armée yougoslave.

Devant cette situation, l'Etat yougoslave décide en décembre 91 de prolonger, par décret, la durée du service militaire (qui était de 12 mois) de la classe 91 et cela pour un temps indéterminé selon les besoins de l'armée, et de fixer à quatre mois la durée de mobilisation des réservistes. L'armée avoua que plus de 10.000 réservistes avaient refusé de rejoindre leur unité.

Certains déserteurs quittent l'armée avec armes et bagages. Dans toutes les parties de l'ex-Yougoslavie, des groupes appellent ouvertement à refuser le service militaire. De gigantesques réseaux de solidarité s'organisent ainsi que des filières pour quitter le pays. La répression qui s'organise reste constamment très contradictoire. Cependant de nombreux déserteurs qui sont pris sont passibles d'être envoyés en première ligne.

D'une part des groupes de femmes jouent un rôle important dans cette résistance. D'autre part l'essentiel des résistances collectives connues sont des mouvements de réservistes :

— L'un des refus collectifs les plus importants semble avoir été celui de Kragujevac, en Serbie, où quelques centaines de réservistes se présentent au rappel sans armes. Ils s'enferment dans leur camp et refuseront de marcher. L'autorité militaire les exemptera tous, mais distribuera la liste des noms aux entreprises de la région.

— En novembre 91, 200 réservistes se présentent au poste de Valjevo, devant la présidence du district jusqu'à ce que le commandant signe leur livret militaire stipulant qu'ils avaient accompli leur rappel.

— Le 18 décembre, à Markuscica, sur le front, 700 réservistes refusent de se battre après leur 45 jours de rappel. Un général, ordonne d'arrêter leurs officiers, mais fait marche arrière lorsque des soldats de la troupe le mettent en joue.

— Début janvier 92, 150 réservistes désertent en groupe le front d'Osijek après plus d'un mois passé en première ligne et rentrent à Belgrade pour protester contre leurs conditions de vie.

— En mars 92, des centaines de réservistes en permission se révoltent à Gornji Milanovac et refusent de retourner au front en Slavonie orientale. Etc...

(Les événements ne sont pas contestables, mais les chiffres indiqués sont invérifiables. Ils expriment peut-être que les réservistes, plus âgés et moins malléables, également membre de la défense territoriale après leurs formations militaires, se connaissaient plus facilement entre eux et d'autant plus qu'ils arrivaient en groupe d'une même ville où ils pouvaient être « voisins ».)

Par ailleurs des milliers d'appelés et de réservistes sont passibles de la cour martiale pour désertion ou insoumission. /~

Contexte historique de l'apparition de l'état Yougoslave

Hérité de la multiethnicité nationale et religieuse des empires turc et austro-hongrois cet agglomérat de différentes populations essentiellement slaves a constitué une solution politique adéquate, à la fin de la première guerre, pour stabiliser cette région et l'intégrer dans la recomposition européenne de cette époque. Ce qui répondait aux revendications nationales qui se sont affirmées au cours du 19e siècle. Cette « multi ethnicité », largement dilué depuis un siècle au cours des générations par les migrations internes de population, n'en a pas moins gardé des caractères « nationaux » spécifiques, notamment du fait que tous les corses, bretons, basques et autres occitans locaux, au contraire des processus d'unification linguistique occidentaux ont gardé leurs langues, journaux, radio

et documents administratif rédigé dans les diverses modulations d'une langue originellement commune. (Indépendamment de la proximité linguistique des différentes langues slaves ce caractère est accentué dans les Balkans du fait que l'ensemble de ces populations est issu de l'un des trois groupes de pénétration des slaves en Europe : les slaves du sud)

Il faut ajouter, malgré tout, qu'il y subsistait un violent nationalisme de cours d'école, qui se concrétisait, ultérieurement sur l'impossibilité de s'accorder sur la meilleure manière de préparer le chou farcie et le cochon de lait, mais pouvait s'estomper dans le respect mutuel de la quantité de bouteille de slivovica ingurgité dans les joutes de taverne. (Celle de la nation d'où l'on venait était forcément la meilleure, quitte à changer de nation en changeant de taverne !) L'une des caractéristiques de ce nationalisme intransigeant était d'avoir, malgré le dépérissement de la foi religieuse depuis l'après-guerre, gardé les deux célébrations de Pâque, les deux Nouvel Ans et d'avoir ajouté aux rites juifs et musulmans, outre quelques banquets traditionnels, le respect des fêtes nationales. Bref un peuple discipliné et travailleur aux ordres du parti, quand il n'avait pas le choix.

L'origine de la revendication yougoslave qui s'est formée autour de la Serbie, date du premier tiers du XIXe siècle, en même temps que la formation d'une langue littéraire serbo-croate. La question qui s'était posé aux petites bourgeoisies locales très majoritairement, mais non exclusivement slave, était d'affirmer leurs intérêts spécifiques face aux empire ottoman et austro-hongrois dans lesquels elles étaient dispersées. La Serbie, le premier état indépendant constitué sur cette aire, à été le pôle rassembleur de cet ensemble d'intérêts trop fractionnés et entremêlés pour s'affirmer indépendamment d'un ensemble.

Les premiers réseaux « nationalistes » révolutionnaires, « les Jeunes Bosniaques », porteurs d'une revendication yougoslave, date du début du XXe siècle. Les guillemets sur le mot nationaliste soulignent une spécificité particulière de cette revendication nationale puisqu'ils y développaient aussi bien une haine de la domination étrangère que celle des règles archaïques de leur propre société. Certains de leurs éléments étaient, avant 1914, en contact et en discussion avec les militants de la

social-démocratie européenne, et avaient développé une critique féroce des méthodes d'organisation et des mœurs bourgeoises de la direction de la social-démocratie autrichienne. C'est de leurs rangs qu'est sorti Gavrilo Princip, en exécutant l'archiduc François Ferdinand. Et c'est sur leurs cadavres que s'est construit le premier Etat yougoslave : le royaume des Serbes, des Slovènes et des Croates, au sortir de la « Première Guerre ». Parmi les survivants de ce « nationalisme » ce se sont recrutés les premiers militants des groupes communistes yougoslaves dans les années 20, alors que le nouvel Etat dominé par la bourgeoisie serbe a été effectivement le cadre d'affrontements violents entre les différentes composantes de ses bourgeoisies régionales. Ces affrontements et ses subsistances idéologiques sont aujourd'hui caricaturalement présentés comme l'antique tension des sentiments nationalistes qui travaillaient la société yougoslave.

Les luttes sociales d'entre les deux guerres ont renforcé dans les villes l'influence des idées révolutionnaires et les groupes communistes qui s'y étaient constitué avec l'afflux d'une nouvelle main-d'œuvre arrivant des communautés villageoises. C'est sous la direction d'un envoyé de Staline, Tito, qu'une partie de ces groupes ont été repris en main par les staliniens. L'occupation des armées de l'Axe au début de la seconde guerre mondiale et le démembrement du royaume, dont certaines régions ont été intégrés au Reich allemand, ont suscité des réactions de résistance importante dont a bénéficié le PC stalinisé qui, en tant que force structurée au niveau des Balkans, est parvenu à canaliser ce rejet. Sa position s'est trouvée fortifiée, d'avoir neutralisé les réactions nationalistes issues de la politique royale d'entre les deux guerre par le projet fédéraliste qui a uni cette résistance. Ce choix politique a été un facteur important dans l'écrasement de la résistance Tchetchnik constitué à partir d'éléments serbes de l'ancienne armée royaliste. En trouvant un large soutien dans l'organisation encore « clanique » des communautés villageoises et des petites bourgeoisies locales maltraitées par les nouveaux occupants, le PC a constitué un « front uni » qui a renforcé sa position. Ce qui lui a permis de sortir de la guerre avec la gloire d'avoir chassé les armées étrangères par ses propres forces. Cette guerre sanglante a largement renforcé l'autorité de Tito au cours de ces années et a mobilisé à la « Libération » une grande partie de la population autour du nouvel état yougoslave.

La lente et progressive amélioration continue des garantis sociales

de l'après-guerre (travail, logement, conditions sanitaires, liberté d'émigration, niveau de scolarité...), a renforcé une identité yougoslave largement partagé jusqu'à la veille des déclarations d'indépendance.

Le surgissement des idéologies nationales dans les années 80

L'intérêt de l'analyse de la dissolution de cet état est de mettre concrètement en lumière un processus d'exacerbation d'idéologies nationales générées par des nécessités discernables au cours de la restructuration des années 80, face aux résistances sociales qu'elles rencontraient.

L'histoire des idéologies nationales s'est construite dans les suites de la Révolution française et reposait sur la capacité des bourgeoisies montantes d'intéresser et d'intégrer des populations à leurs projets de développement économique. La valorisation et la défense des réalités culturelles embarquées dans ces projets en étaient un aspect pour la constitution des bases sociales de leurs accessions politiques.

Il est inefficace aujourd'hui, de relier sans examen ces identités culturelles au constat de l'histoire qui les a déterminés à partir des réveils nationaux du 19e. Cela n'explique ni pourquoi ni comment des identités effectives sont mobilisées aujourd'hui dans les formes nationalistes qui resurgissent dans cette période. Le recours explicatif aux mythologies nationales créées dans le contexte du 19e siècle sont à côté de la plaque pour rendre compte des questions posées par les poussées identitaires actuelles. Les objectifs généraux des nationalismes enclenchés par l'accession politique des bourgeoisies post-révolutionnaires sont achevés. Par-delà l'historique ou la réécriture des identités invoquées, les « corrections » nationales auxquelles nous assistons relèvent bien des nécessités de cette période et des réorganisations qui lui sont liées.

L'état yougoslave s'était reconstruit après la guerre, sur une diversité entretenue par l'idéologie titiste. Cela n'explique pas pourquoi des luttes généralisées, sur l'ensemble du territoire yougoslave, et dont la force s'affirmait par leurs expansions, s'étaient laissées sectoriser à partir d'une exacerbation identitaire transformée en antagonismes nationaux.

Ce qui caractérise le délitement yougoslave, a contrario de toutes les explications post-mortem sur ses anciennes tensions nationales, est la rapidité de son surgissement, comme nous est arrivé l'écroulement apparemment

inattendu de l'empire soviétique. Il en a résulté des états affaiblis, plus immédiatement intégrables aux besoins d'un capital globalisé et produisant une grande perméabilité aux besoins du marché dont celui d'une main d'œuvre déboussolée et peu coûteuse. La chute vertigineuse du niveau de vie et la disparition des compléments sociaux du salaire (logement, garanti d'emploi, santé, retraite...), bref ce que nous appelons en occident le miracle de l'après-guerre a été, nouvelle démocratie oblige, beaucoup plus soudain dans les pays de l'Est. L'autre conséquence notable en Yougoslavie lié à cette rapidité est la corrélation entre des impératifs immédiats de gestion sociale et le surgissement des idéologies nationales, massivement soutenue par les occidentaux, qui ont été l'instrument et l'explication de cette parcellisation.

Un état centralisé comme la France ne contient pas moins d'hétérogénéité d'origine, et donc de mémoires identitaires que la Yougoslavie. Un épisode social français du début des années 80 a joué sur la même mécanique : la grève et l'occupation d'un atelier des usines Talbot. Il s'agissait dans le même contexte international de s'attaquer aux garanties d'emploi et de faire passer les premiers licenciements massifs en France, à cette époque. Cet atelier employait très majoritairement des travailleurs immigrés. Dans ce contexte, la CGT qui avait visiblement été rassurée par la direction sur l'avenir (immédiat !) des autres ateliers, n'avait pas hésité à reprendre l'argumentaire de Talbot pour isoler ce mouvement incontrôlé (et la CFDT qui s'y était raccrochée). La CGT expliquait sans fard que le problème de cet atelier était le bas niveau de qualification de ces travailleurs immigrés et qu'il s'agissait d'un problème spécifique qui ne concernait pas l'ensemble des emplois du groupe. On connaît la suite... Bien que cette période marque l'arrivée du discours FN et son début l'implantation dans des secteurs ouvriers échappant au PC dans son mouvement de recul, cet appareillage idéologique n'a pas eu dans cette situation de fonction majeure dans la gestion française des restructurations. Contrairement aux résistances qui se sont développées en Yougoslavie face aux mêmes impératifs, la situation sociale a été maîtrisée en France grâce à la gauche et à ses syndicats. Malgré son discours ouvrier, l'état socialiste yougoslave était déjà une vieille gauche qui n'avait plus d'illusions à vendre et ne disposait pas de syndicats crédibles.

Là tout ce qui disposait le capital dans la situation de l'état You-

goslavie pour miser sur des solutions nationales identitaires capables de neutraliser les conséquences de son implosion sociale ne reposait pas sur l'entremêlement des mémoires culturelles. Il prédisposait d'une structure fédérale qui permettait, sous condition d'un déplacement massif de populations de réorganiser nationalement les principaux groupes de populations dans de nouveaux états portant le nom de l'origine culturelle exclusive que ces populations devaient endosser. Ce qui était une situation inexistante dans le passé. C'est ce que le discours démocratique a postérieurement dénoncé comme les horreurs d'une guerre barbare après avoir créé les conditions qui l'ont imposé. On ne prend pas de tels risques sans raisons impérieuses. Il ne suffit pas d'invoquer un discours nationaliste pour le faire fonctionner d'un claquement de doigt. Ce résultat manifeste qu'on y a investi les moyens de le rendre opérant pour en récupérer, comme dans tout placement, un retour escompté. Cette trajectoire, ponctuée d'épisodes sanglants, ne s'accomplit que dans la mesure où elle permet la restructuration imposée à l'économie yougoslave et l'intégration de ses confettis d'états dans les calculs économiques des différentes puissances qui y ont contribué.

On peut parler de la fin de la Yougoslavie comme guerre de restructuration de la période des années 80, mais aussi en raison des moyens employés face à des luttes irréductibles aux formes de gestion de la période précédente comme d'un événement-charnière. Il est peu d'exemple de lutte ayant mis un état à genoux et rendu nécessaire une réorganisation politique des frontières de l'Europe. Même s'il est aussitôt nécessaire d'ajouter que cette réorganisation politique a été, comme occasion, — évidemment — alimentée par un bras de fer d'intérêts géostratégiques européens et internationaux. Cette confrontation, non nationale, entre des exigences internationales du capital et un prolétariat national isolé par l'impossible extension du contenu ses luttes a été vaincu. Le drapeau nationaliste planté sur son cadavre en est la forme, pas la raison.

Les nations sont définitivement dépassées comme base de déploiement de l'activité générale du capital. Non pas que leurs réalités dans les processus de concurrence aient disparu, mais dans la réorganisation de l'état mondial, cet échelon a cessé d'assurer les mêmes fonctions qu'au cours du cycle précédent.

La concurrence mondiale des capitaux est régulée par les rapports de force qui s'imposent au sein des diverses institutions et organismes internationaux. C'est à cet échelon que s'organise l'essentiel des déterminations de la valorisation internationale des capitaux. C'est à partir de leurs poids et positions respectifs dans l'ensemble de ces organes que, les divers états et les capitaux dont il représente les intérêts particuliers sont en mesure de dégager leur marge d'initiative dans une confrontation permanente et générale. Mais la contradiction de classe se manifeste à partir des réalités nationales qui en restent les gardiennes comme espaces concrets de la production de la plus-value et de la reproduction des rapports sociaux qui en garantissent la pérennité.

Question d'identité

Ce qui constitue la matérialité de notre conscience est le vivant qui la porte. Cette matérialité est historiquement préalable aux formes de conscience telles que nous les concevons comme production sociale. Cette production sociale est, à partir des rapports qui la produisent, une construction imaginaire qui existe par les potentialités biologiques modelées par leur socialisation. Notre rapport concret à nous-même est objectivement subjectif. Notre conscience est incapable de et de se concevoir sans la projection de l'imaginaire. Voilà le fondement raccourci de notre subjectivité, de sa matérialité et de l'identité qu'elle exprime. Elle n'est aussi vivante que la totalité des sens qui la nourrissent.

Le sentiment matérialisant de notre identité habite nos modes de pensée et de comportement comme une mémoire qui nous porte et réapparaît dans les situations qui l'appellent. La mémoire n'est pas que de l'histoire dont on est construit mais aussi un rapport mouvant avec ce qui la compose et ce qui la transforme. Sa profondeur nous est inconnue dans la mesure où nous en portons les origines, jusqu'au travers des adaptations biologiques héritées des siècles et des millénaires. Le formatage du citoyen national communiant dans la religion démocratique qui se mondialise comme modèle abstrait de l'individu atomisé et interchangeable est une utopie du capital. Il reste hilarant, 25 ans plus tard, de se rappeler des foules se clamant patriotes yougoslaves, dénoncer quelques mois plus

tard, en oubliant ce qu'elles ont été, l'oppression nationale yougoslave. Le passage, entre la réalité d'un moment d'une identité culturelle comme expression d'une histoire et sa reconstruction idéologique déterminé par une situation donnée, a un itinéraire qui implique de mener des éléments d'identité par les chemins du désarroi aux impératifs de la concurrence. Une forme habituelle de ce processus est de prendre un caractère de résistance à des dangers réels ou mis en scène.

L'idéologie nationale, comme toutes idéologies identitaires, embarquent collectivement les individus en intervenant à un certain niveau de la conscience de soi, qui est l'enjeu de l'identité. S'emparer de ces identités dans le désarroi des situations qui les bouscule et en réécrire des contenus conformes aux enjeux d'une suite de situations est une production du même ordre que la réécriture permanente de l'histoire. Que la conscience de l'être social soit le produit des rapports sociaux qui la produisent n'en fait pas moins, bien au contraire, que ses productions idéologiques sont une denrée périssable et renouvelable à chaque nouvelle demande du marché. La production des identités de groupes et de masses est un processus de désidentification réduisant ses cibles aux demandes du marché. C'est un élément subjectif dont se nourrit la reproduction du rapport social.

*Brochure mise en page par les membres du local "Camarade"
dans le cadre de la discussion organisée le 16 juin 2017 intitulée :*

Quand les nationalismes se font vautours



**Retour sur les luttes de classe
en Yougoslavie
à la veille de l'éclatement et
pendant le conflit armé**

camarade.noblogs.org
camarade@riseup.net

54 boulevard déodat de sévérac, 31300 Toulouse